

Conférence de presse conjointe du Président de la République et du Premier ministre britannique.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Premier ministre, cher Keir. Mesdames et Messieurs les ministres, généraux, amiraux, Mesdames les ambassadrices, Mesdames et Messieurs, je veux d'abord ici remercier Sa Majesté le Roi Charles III pour son invitation à effectuer cette visite d'État, la première d'un Président français depuis 17 ans, et pour l'accueil exceptionnel que nous avons reçu avec mon épouse et ma délégation. Et je veux également remercier le Premier ministre Keir Starmer pour la qualité de nos échanges au cours du 37e sommet franco-britannique, aujourd'hui à Downing Street, et à l'instant même à Northwood.

Monsieur le Premier ministre, cher Keir, vous venez de rappeler dans le détail beaucoup des avancées sur lesquelles nous avons conclu des accords, je le crois, marquants pour les années et les décennies à venir. Je voudrais revenir sur chacun d'entre eux. Et je l'ai rappelé, mardi, à Westminster, cette visite d'État vient rappeler la force de notre alliance, au plan stratégique et la convergence retrouvée autour d'intérêts partagés et de projets communs pour notre avenir à tous.

D'abord, en matière de défense et de sécurité, le Royaume-Uni et la France coopèrent déjà en profondeur. Nous sommes les deux États dotés de l'arme nucléaire en Europe, les deux membres permanents du Conseil de sécurité en Europe, les deux armées d'emploi ayant le plus de capacités et d'expérience de combat, et celles qui font ensemble le haut du spectre des opérations antiterroristes les plus sensibles à la chasse aux sous-marins ennemis. Et nous l'avons encore vu tout à l'heure dans le commandement conjoint pour l'OTAN. Et depuis les traités de Lancaster House, en 2010, nous avons une coopération qui ne porte pas que sur l'équipement et les opérations, mais aussi sur le nucléaire militaire.

Cependant, les temps ont changé et notre partenariat doit aussi évoluer. Aujourd'hui, la question n'est plus seulement de faire des expéditions contre des terroristes dans des États faillis, mais de faire face à un conflit majeur en Europe impliquant des États sophistiqués à l'horizon des prochaines années. Et dans cette hypothèse, l'Europe doit savoir qu'elle peut compter sur un rôle stratégique avec la France et le Royaume-Uni. C'est pourquoi nous avons pris les mesures qui s'imposent, reflétées par la déclaration de Northwood que vous venez d'évoquer. D'abord, sur le nucléaire, nous avons pris trois décisions importantes. La première concerne notre doctrine. En 1995, à Checkers, nous avons affirmé que nous ne voyions pas de situation où les intérêts vitaux de l'un soient affectés sans que ceux de l'autre le soient aussi. Aujourd'hui, dans le contexte radicalement différent qui est le nôtre, et dans l'esprit de la dimension européenne que j'ai pu déjà évoquer, nous allons plus loin. Nous reconnaissons que nous n'imaginons pas de situation de menace extrême à l'Europe qui ne susciterait pas une rapide réponse de notre part, quelle que soit la nature de cette réponse. La deuxième décision est que nous n'excluons pas la coordination de nos dissuasions respectives. C'est un message que doivent entendre nos partenaires et nos adversaires. La troisième, c'est le choix d'approfondir encore notre coopération dans le domaine de la dissuasion, que ce soit pour la politique, les capacités ou les opérations. Nous avons décidé pour cela d'établir une structure commune, le groupe de supervision nucléaire, qui sera chargé d'animer cette coopération. Ce sont des décisions fondamentales que nous avons prises aujourd'hui dans l'accord signé. Nos deux pays restent indépendants, souverains, mais nous nous donnons les moyens, lorsque nécessaires, d'œuvrer ensemble à la mesure de l'environnement nettement plus menaçant qui est devenu le nôtre.

Au plan opérationnel, nous avons décidé de changer complètement d'échelle la force conjointe, dite CJEF, que nous avons créée en 2010 et qui est la base de coopération structurante. Nous faisons passer cette force conjointe du niveau d'une brigade à celle d'un corps d'armée, c'est-à-dire pouvant aller jusqu'à 50 000 hommes, capables d'être employés dans un engagement majeur, ce qui représenterait une multiplication par 5 avec la France et le Royaume-Uni en noyaux durs, capables d'agréger d'autres partenaires européens et d'être mis à la disposition de l'Alliance. Notre partenariat, donne une crédibilité, une robustesse à ce pilier européen de l'OTAN sur le plan opérationnel et crédibilise aussi l'autonomie stratégique dans laquelle nous croyons. Au plan capacitaire, nous avons décidé d'accélérer les coopérations existantes sur les futurs missiles de croisière et antinavires, mais aussi de lancer les travaux pour réaliser ensemble les missiles air-air de future génération. Les nouveaux missiles de défense surface-air, et également, en coopération avec l'Allemagne, les missiles de très longue portée pour la frappe dans la profondeur. Enfin, nous avons acté une coopération de défense accrue dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'espace, du cyber, mais aussi des manipulations de l'information à une époque où nos deux pays font l'objet de nombreuses menaces hybrides. Vous le voyez, c'est une panoplie complète que nous avons décidée pour faire face à celle de nos défis, les plus massifs aux plus insidieux. Le Royaume-Uni a une position singulière en Europe, mais nos menaces n'ont pas de frontières institutionnelles et notre solidarité non plus. Nous pouvons bâtir ensemble sur nos forces évidentes avec le Royaume-Uni, notamment avec l'initiative européenne d'intervention.

Dans l'immédiat, ce qui nous unit aussi est la détermination à soutenir l'Ukraine. Et avec Monsieur le Premier ministre, nous avons réuni la coalition des volontaires, le président Zelensky, se trouvant à Rome, présent pour la conférence pour la reconstruction aux côtés de la présidente du Conseil, Meloni. C'est avant tout un message d'unité que nous avons démontré une fois encore. Je le rappelle, en février dernier, lorsque nous avons tenu cette première réunion à Paris, quelques semaines après dans votre pays, Monsieur le Premier ministre, nous avions une crainte, c'était d'être laissés seuls et, au fond, d'avoir une divergence transatlantique et nous voulions réaffirmer un message de soutien fort aux Ukrainiens. Aujourd'hui, cette unité nous a permis, vous l'avez dit, de rassembler les sénateurs américains qui s'apprêtent à lancer des sanctions supplémentaires et l'envoyé spécial du président Trump, le général Kellogg. Unité, donc, mais aussi détermination à agir ensemble, d'abord pour continuer le soutien à l'Ukraine à très court terme sur des capacités indispensables, drones, missiles, capacités, mais aussi lutte anti-drone, financement, pour obtenir le cessez-le-feu, et c'est le sens même des sanctions additionnelles que vous avez prises, du 18e paquet de sanctions européen que nous allons finaliser et des sanctions que les Américains s'apprêtent à prendre, qui ont cette fonction dissuasive, plutôt de conviction à l'égard de la Russie.

Et puis surtout, nous avons pu annoncer la finalisation de la planification militaire que nous avons décidée, il y a plusieurs semaines. Et je veux ici remercier l'amiral Radakin et le général Burkhard pour le travail qu'ils ont pu faire et leur coordination de tous les homologues, 30 pays sont mobilisés et autour de ce partenariat et cette co-direction franco-britannique, la planification permet de prévoir ce qui, le jour où un cessez-le-feu sera signé, permettra de tenir ce cessez-le-feu dans la durée et de le crédibiliser en air, sur mer, par une régénération des forces ukrainiennes et, en cas de besoin, par aussi des forces de réassurance que nous avons prévues. Un état-major d'opération est aussi prévu à Paris, 200 planificateurs sont déjà mobilisés. Comme vous le voyez, la question nous était posée, il y a encore quelques semaines, « est-ce que votre coalition des volontaires est quelque chose de concret ? » Ce n'est pas simplement quelque chose de concret. Ce sont des centaines de militaires qui sont déjà mobilisés, c'est un État-major qui est bâti, ce sont des décisions et des planifications déjà prises. Nous sommes convenus de renforcer notre partenariat aussi contre la flotte fantôme russe et pour lutter contre le contournement des sanctions et réduire les revenus pétroliers de la Russie, ce qui est essentiel dans la période.

Au-delà de l'Ukraine, nous avons la même approche sur le Proche et Moyen-Orient, appeler à la cessation des hostilités, à un chemin de paix, mettre fin à l'enchaînement guerrier qui a succédé à l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023. Ensemble, nous avons appelé à un cessez-le-feu à Gaza et à la libération de tous les otages. C'est l'urgence absolue pour mettre fin au calvaire des otages et à celui des Gazaouis. La continuation d'une guerre sans fin et sans objectif stratégique fait peser une menace grave pour la région et pour notre sécurité collective. Elle est aujourd'hui le lieu d'une déshumanisation que rien ne peut justifier. Ensemble, nous savons la nécessité d'offrir un chemin politique et je crois à l'avenir de la solution à deux États comme base d'une architecture de sécurité régionale qui permettra à Israël de vivre en paix et en sécurité avec ses voisins. Je crois à la nécessité d'unir nos voix à Paris, à Londres et partout ailleurs pour reconnaître un État de Palestine et initier cette dynamique politique qui est la seule conforme à une perspective de paix.

Notre sommet a aussi permis d'acter notre convergence retrouvée 9 années après le Brexit, et je soutiens pleinement les efforts du Premier ministre Starmer pour restaurer la confiance, assurer le respect des accords conclus avec l'Union européenne et renforcer ce cadre par des coopérations ciblées et d'intérêts communs. À cet égard, je me réjouis que nous ayons pu, le 19 mai dernier, définir une feuille de route pragmatique entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur l'énergie, le climat, la défense, les normes sanitaires et phytosanitaires et la mobilité des jeunes. Aujourd'hui, nous déclinons cette reconvergence, ce reset, au niveau bilatéral.

D'abord dans le domaine économique, nos échanges commerciaux excèdent leur niveau d'avant Brexit. Nous sommes le troisième et le quatrième investisseur l'un chez l'autre, et les 3 500 entreprises françaises présentes au Royaume-Uni y demeurent le deuxième employeur étranger. Plusieurs accords de coopération ont été signés entre nos universités, nos centres de recherche, en intelligence artificielle, sur le quantique, et nous renforçons et ancrons aujourd'hui notre partenariat dans deux autres secteurs clés. Le nucléaire civil d'abord, EDF réalisera les deux réacteurs nucléaires EPR de Sizewell C et y investira à hauteur de 12,5 % du capital de la société Projet. C'est bon pour la décarbonation de l'économie britannique, c'est bon pour sa sécurité énergétique, pour l'emploi et pour les compétences. Et c'est bon pour EDF, qui développe ainsi la technologie EPR, comme pour le site de Sizewell, qui bénéficiera des efforts de série et des effets d'échelle qui sont issus des réacteurs d'Hinkley Point.

Le deuxième domaine économique est celui du spatial. Le gouvernement britannique participera à l'augmentation de capital d'Eutelsat, venant s'ajouter à l'augmentation que nous avons annoncée le 19 juin, ce qui porte le montant total à 1,5 milliard d'euros et permet à nos partenaires britanniques de conserver au même niveau leur part dans le capital de l'entreprise. Nous soutenons ainsi le plan stratégique de croissance d'Eutelsat, le développement de sa constellation Leo et renforçons notre partenariat européen en matière de connectivité spatiale. Dans ces deux domaines, le nucléaire civil et le spatial, qui sont deux domaines d'avenir, ce sommet permet des avancées massives.

Et puis, dans le domaine culturel, et c'est avec 300 000 Français installés au Royaume-Uni et les 150 000 Britanniques en France, un enjeu important de notre relation. Nous avons eu le plaisir ensemble d'annoncer hier le prêt et l'exposition au British Museum de septembre 2026 à juillet 2027 de la tapisserie de Bayeux, qui est sans doute l'œuvre la plus symbolique de notre histoire partagée, et dans le sens inverse du trésor de Sutton Hoo, et d'autres œuvres insignes du patrimoine britannique qui seront exposées à Caen et à Rouen. Tout sera mis en œuvre pour assurer la protection de ces trésors nationaux, j'espère même face aux tentatives de déstabilisation de Larry le chat, et le processus sera étroitement suivi par des experts pour veiller à la conservation des œuvres.

Nous avons enfin convenu de renforcer nos efforts ensemble pour lutter contre les trafiquants de migrants en Manche et maîtriser l'immigration clandestine. Vous l'avez longuement évoqué, Monsieur le Premier ministre, c'est un enjeu essentiel pour nos deux pays. Dans le cadre des accords de Sandhurst, nous avons mis en place une coopération exemplaire, avec des résultats conséquents, notamment la quasi-extinction des tentatives ferroviaires ou en transport routier via le tunnel. Et rappelons-nous, il y a quelques années, c'était l'objet de commentaires quotidiens. Nous avons réussi à, justement, réduire complètement ces voies. Nous avons réussi à prévenir beaucoup mieux qu'avant les départs de small boats, mais les moyens humains et techniques que nous engageons, en effet, n'ont jamais été aussi importants. Néanmoins, nous constatons depuis janvier dernier une hausse des traversées illégales avec des modalités nouvelles, celles qu'on appelle les taxi-boats, les passeurs prenant toujours plus de risques pour faire ces traversées et faisant courir davantage de risques à ces personnes qui fuient la misère dans leur pays. C'est en effet l'adaptation permanente face au renforcement de nos contrôles. Nous mobilisons en effet aujourd'hui plus de 1 200 forces de sécurité et d'intervention. C'est un problème des deux côtés de la Manche, outre la tension que cette situation génère dans nos territoires du Nord comme sur vos côtes.

C'est pourquoi nous allons renforcer notre action partagée sur plusieurs fronts. D'abord, il faut comprendre que depuis le Brexit, je le dis aussi avec honnêteté, parce que je sais que ce n'est pas votre cas, Monsieur le Premier ministre, mais beaucoup de gens dans votre pays ont expliqué que le Brexit permettrait de lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine. Simplement, c'est depuis le Brexit que le Royaume-Uni n'a plus aucun accord migratoire avec l'Union européenne. En effet, il n'existe donc pour les candidats à la traversée ni voie d'admission légale alternative, ni dispositif de réadmission à l'issue d'une traversée. Et la situation actuelle crée en réalité une incitation à réaliser la traversée. C'est donc l'exact inverse de ce qu'avaient proposés plutôt promis les Brexiteurs. Nous avons trouvé aujourd'hui, grâce à la proposition de nos ministres de l'Intérieur et à leur travail toutes ces semaines, un accord politique de principe pour tester justement ce projet pilote qui exercera un effet très dissuasif sur le modèle des passeurs et sur les traversées, d'une part en ouvrant une voie d'admission légale pour des personnes ayant des liens de connexion avec le Royaume-Uni, d'autre part en prévoyant la réadmission de ceux qui réussissent la traversée selon le principe du un pour un.

L'accord sera signé dès que les procédures de vérification juridique seront achevées, y compris celles de la Commission européenne qui sont nécessaires, s'agissant d'un enjeu lié à une frontière extérieure de l'Union européenne, pour qu'il soit mis en œuvre de la manière la plus rapide.

Deuxièmement, concernant la doctrine d'intervention maritime sur laquelle nous travaillons, en effet, elle vise à mieux partager le renseignement, à mieux lutter contre les filières de passeurs et à agir sur la globalité du dispositif maritime en intégrant étroitement les dimensions relatives à la lutte contre l'immigration clandestine et au sauvetage en mer.

Troisièmement, nous allons intensifier notre coopération conjointe vers les pays d'origine et de transit. Tout au long des routes migratoires, dans la lutte en amont contre les réseaux de passeurs pour dissuader les départs et agir sur les retours. Nous travaillons sur le début du parcours dans les pays de départ en s'attaquant à la racine du problème et la task force britannique sur cet enjeu lancé au sommet de 2023 fonctionne à plein et nous avons eu des premiers résultats avec l'Irak et nous poursuivons avec d'autres pays.

Enfin, Monsieur le Premier Ministre a confirmé la mobilisation totale de son gouvernement pour traiter justement les facteurs d'attraction de migrants illégaux, notamment en ce qui concerne la lutte contre le travail illégal et le séjour irrégulier. Je l'en remercie vivement, et notre sommet de ce matin a permis de revenir sur toutes ces actions.

Vous l'avez compris, c'est donc des décisions fortes, nouvelles, en profondeur, que nous prenons pour lutter contre ces réseaux et cette immigration clandestine et permettre, justement, d'assurer pleinement la sécurité dans nos deux pays.

Voilà, mesdames et messieurs, ce qu'en complément des propos de Monsieur le Premier Ministre, je voulais ici redire. Mais laissez-moi terminer en exprimant toute ma gratitude à votre endroit, Monsieur le Premier Ministre, pour ce sommet et nos décisions. Et vous l'avez dit, je crois que tout ça, c'est une confiance que nous avons rebâtie plusieurs années après le Brexit. C'est une confiance entre nos gouvernements, entre nos deux nations et entre nous. Je crois profondément aux actions que nous sommes en train de conduire. Les derniers mois, d'ailleurs, l'ont montré quant à la coalition des volontaires que nous avons lancée ensemble, et je crois le montreront sur tous les sujets que je viens d'évoquer.

Au fond, par ces décisions et ce sommet, nous commençons d'illustrer, de donner un contenu à ce que Sa Majesté le Roi a voulu et annoncé il y a quelques jours, cette entente amicale. Nous lui donnons un contenu et nous dessinons ensemble cet avenir. Je crois profondément que cette formule est la bonne. C'est pourquoi nous avons décidé de l'adopter et, ensemble, d'avancer sur ce chemin de l'entente amicale main dans la main. Merci beaucoup.

Journaliste

Pourquoi votre police ne fait pas plus pour empêcher les demandeurs d'asile de traverser la manche. Après tout vous avez reçu 750 millions de livres. Je pense qu'on ne peut pas dire que vous appartenez, en fait, à cette classe de dirigeants centristes. Est-ce que vous avez partagé des astuces et voir comment survivre ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour votre question. La première chose, je l'ai dit, nous travaillons efficacement et nous avons des accords qui sont déjà solides. Je ne voudrais pas que s'installe l'idée que nous ne faisons pas notre travail ou que nous gaspillons de l'argent britannique.

Je veux d'ailleurs vous rappeler que lorsque vous mettez un pound, nous mettons 3 euros. Et donc, nous mettons beaucoup d'argent pour défendre la frontière qui est une frontière extérieure de l'Union européenne. La deuxième chose, nous avons éteint des voies de passage. La voie terrestre, la voie ferroviaire et beaucoup réduit de ces small boats qu'on évoquait. Simplement, les passeurs s'adaptent et nous devons adapter notre réponse.

Ensuite, je le rappelais, nous devons surtout adapter la réponse au Brexit. C'est qu'on a vendu au peuple britannique un mensonge, qui est que le problème, c'était l'Europe. Simplement, en laissant un vide juridique, le problème, c'est devenu le Brexit. Avec votre gouvernement, nous sommes pragmatiques et nous apportons, pour la première fois depuis neuf ans, une réponse. Une réponse pour permettre que des gens qui ont des liens, que vous voulez prendre, qui sont utiles pour votre pays, soient admis légalement, sans prendre le moindre risque, et pour aider à ce retour, justement, avec le principe du « un pour un », des gens que vous ne voulez pas, qui n'ont pas de retour.

En faisant nous, c'est toute la difficulté qu'il y a derrière ce projet pilote. C'est aussi pour ça qu'on a tout ce travail avec l'Union européenne, c'est qu'il nous faut faire fonctionner les accords de Dublin, parce qu'en aucun cas, la France ne va récupérer les gens que vous ne voulez pas. On doit ensuite, nous, faire fonctionner les accords avec les pays de première entrée, parce que la France ne peut pas devenir le réceptacle des gens à qui vous ne donnez pas l'asile, c'est normal, vous feriez comme nous. Et donc on doit nous faire refonctionner nos accords. C'est pour ça qu'il faut qu'on ait la coopération des Espagnols, des Italiens, des Grecs, et vous nous aidez à l'obtenir. Voilà. Donc je crois que c'est un bon accord. On fait le travail, on a des résultats. On doit s'adapter, on ne laissera rien faire.

Je veux le redire ici aussi, ce qu'on a réussi à obtenir, par exemple, avec l'Irak ces derniers mois, ensemble, par notre task force commune, est très important parce qu'à la fin, un tiers des clandestins, des immigrants illégaux qui sont sur l'espace de Schengen sont des gens qui veulent accéder à votre territoire. La clé de la réponse, c'est évidemment ce qu'on fait à notre frontière commune, mais c'est réussir à avoir une gestion préventive avec les pays de départ et les pays de transit, et réussir à éteindre les raisons pour lesquelles ils veulent traverser.

Donc exactement ce que votre gouvernement est en train de faire sur les cartes d'identité, sur la lutte contre le travail illégal, parce que c'est la raison pour laquelle ils ne veulent pas l'asile chez nous, d'ailleurs, ils le veulent chez vous. Voilà. Donc, on travaille sérieusement, loin de toute démagogie.

Ce qui me permet de répondre à votre deuxième question, qui est que je crois profondément que notre responsabilité dans ce moment, d'abord, c'est de toujours en revenir aux faits, à la science, à la complexité du monde, et d'expliquer ce que nous faisons, et d'expliquer que, face à ça, on peut avoir des désaccords politiques les uns avec les autres, mais qu'il ne faut jamais céder à la tentation des populistes, qui, généralement, est un déni de science ou un travestissement des faits. C'est ça qui nous distingue des autres. Je crois que c'est vraiment un cœur de doctrine qu'on ne doit pas abandonner.

Ensuite, c'est la conviction que la réponse à nos problèmes, qui sont de plus en plus complexes, passe par la coopération. Une approche européenne, une coopération, là où les populistes vous ont souvent vendu une réponse qui passe par le repli nationaliste. Est-ce que les problèmes budgétaires, les problèmes d'immigration clandestine, les problèmes de croissance de la Grande-Bretagne d'il y a neuf ans ont été réglés par le Brexit ? Non. Ils sont en train d'être réglés par un gouvernement qui veut se réengager avec ses partenaires de confiance et avec l'Europe. Et c'est ça, la responsabilité de gouvernements comme les nôtres.

Enfin, vous savez, je ne me suis jamais senti isolé, parce que je me souviens très bien du jour où j'ai été élu. C'était quelques mois après le Brexit, quelques mois après la première élection du président Trump, et dans un moment où on disait c'est fini pour tous les gens qui sont progressistes, qui ont une vision du monde complexe ou qui osent mettre le drapeau européen sur une estrade. L'élection de 2017 avait montré le contraire. Je souhaite à beaucoup de dirigeants européens de continuer à gouverner en expliquant à leur peuple la vérité des choses, la complexité du monde, et en proposant des solutions, je crois, d'avenir et au fond, en portant de l'espoir, nos sociétés, sinon, vont complètement se replier sur elles-mêmes, ce qui n'est ni la solution à nos problèmes, ni ce qui permettra à nos jeunes de regarder de l'avant. Donc, je suis plutôt, au contraire, très optimiste.

Journaliste

Monsieur le Président, est-ce que vous êtes vraiment engagé que ce pilote devienne un vrai projet ? Les chiffres augmentent. Et aussi, vous avez dit pendant votre discours que, depuis janvier, les chiffres ont augmenté, mais est-ce que c'est votre faute ou la faute de l'homme qui est à côté de vous ?

[Traduit de l'anglais]

Emmanuel MACRON

Je suis tout à fait d'accord. On ne montre personne du doigt, et il faut être efficace en travaillant ensemble. Il ne faut pas sous-estimer l'impact que cette situation a sur les territoires nord de la France et souvent sous-estimés dans vos débats intérieurs, mais ce n'est pas un cadeau pour Calais, Dunkerque et d'autres villes d'avoir tous ces illégaux. Même, vous voyez, ces migrants, vous leur proposez l'asile en France, les solutions, ils refusent, ils veulent traverser La Manche.

Donc, on n'a pas d'autre option que de travailler étroitement ensemble, et ce n'est pas une situation facile pour les Français et toutes ces villes. Je tiens à remercier tous les maires et la population du Nord de la France pour leur contribution à cet effort commun.

Deuxièmement, c'est important de comprendre, c'est que c'est une coopération collaborative, un plan complet, travaillant du pays d'origine, accroître notre action bilatérale et la lutte contre cette situation illégale sur votre sol. C'est l'efficacité de ce nouveau plan. Je suis pleinement engagé à son succès. C'est notre volonté et dans nos intérêts partagés. Ce projet pilote, je tiens à insister sur un point, ça a un effet dissuasif. Et au-delà des chiffres que vous avez cités, ce que nous souhaitons faire, c'est précisément d'avoir cet effet dissuasif à l'égard de tous ces passeurs pour envoyer un message clair que nous sommes efficaces et qu'il n'y a aucun intérêt pour eux de jouer avec les règles.

[Fin de la traduction de l'anglais]

Journaliste

Président, la première question s'adresse à vous. Vous envisagez donc une réponse rapide des deux pays en cas de menace extrême à la sécurité de l'Europe. Alors, qu'entendez-vous par menace extrême ? Et est-ce que l'Ukraine ferait partie du périmètre d'intervention si une force de réassurance est mise en place ? Question maintenant à Monsieur le Premier ministre. Quelle forme pourrait prendre la coordination entre les deux pays ? Avec quel type d'opération ? Et puis, comment pourriez-vous arbitrer entre votre engagement vis-à-vis des États-Unis et votre engagement vis-à-vis de la France ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Je veux d'abord faire le distinguo. Merci pour votre question. Quand on parle de force de réassurance à l'égard de l'Ukraine, ça n'a rien à voir avec la doctrine que nous venons d'évoquer. Je ne veux pas qu'il y ait d'ambiguïté.

Nous avons avec l'Ukraine un plan qui est d'abord l'aide d'armes, de capacités, de soutien, de formation à court terme. Ensuite, le jour du cessez-le-feu, nous avons mis en place un plan, et c'est tout le travail qui a été fait par nos deux chefs d'État-major des armées, qui est précisément d'organiser la coalition, les 30 pays qui sont partenaires, et de voir dans les airs, sur mer, pour régénérer l'armée ukrainienne, comment justement pouvoir tenir ce cessez-le-feu. Au-delà de ça, nous avons un schéma de force de réassurance qui est de pouvoir envoyer un signal stratégique. Ça, c'est une chose.

Totalement à côté de ça, ça n'a rien à voir, nous avons décidé de coordonner nos doctrines nucléaires de manière totalement inédite. À ma connaissance, il n'y a pas deux pays au monde qui ont une telle intimité sur leurs doctrines nucléaires désormais. Mais je l'ai dit, d'abord, ceci n'enlève rien à l'ambiguïté stratégique qui va avec nos doctrines nucléaires. C'est pourquoi je ne répondrai jamais à votre question dans les termes avec lesquels vous me l'avez posée. Parce que c'est ce qui va avec l'effet dissuasif et la crédibilité de notre doctrine nucléaire.

Ensuite, parce que nous avons décidé d'une coordination, d'échanges stratégiques, de partenariats aussi opérationnels et capacitaires. Mais l'un comme l'autre, nous restons pleinement souverains et indépendants dans le déclenchement et le pilotage de nos capacités nucléaires. Je veux vraiment distinguer les sujets, parce que je crois que sinon, ça créerait une confusion qui serait nuisible à tout ce qu'on a fait. Ce sont deux exercices totalement distincts. Mais au fond, nous expliquons qu'on a des doctrines, chacun pour ce qui nous concerne. La doctrine française est connue, je l'ai réaffirmée il y a maintenant plus de 3 ans sur ce sujet. Mais à côté de ça, on met en place cette coordination qui n'enlève rien à notre indépendance. Ceci est totalement distinct de ce que nous faisons sur l'Ukraine.

Journaliste

Bonjour, M. le Premier ministre. Bonjour, M. le Président. Il y a quelques semaines, vous avez dit aux Français que face à cette nouvelle menace, à cette nouvelle donne, il fallait faire des efforts. Demain, le chef d'état-major des armées, à votre demande, présentera l'état de la menace. À quoi faut-il s'attendre ? Quel type d'efforts devront faire les Européens et les Français en particulier ? Est-ce qu'il faut s'attendre à ce que certains soient mobilisés dans une forme de réserve, par exemple ? Monsieur le Premier ministre, le président Macron, tout à l'heure, a appelé à une reconnaissance commune de la Palestine. Quel est votre regard sur cette reconnaissance ? Où en êtes-vous dans votre réflexion ? Et quand, tous les deux, allez-vous prendre cette décision ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Vous avez raison de rappeler, en effet, que face à la situation, j'avais, il y a quelques mois, appelé les Français à ce sursaut, cette prise de conscience, mais à la nature du risque.

Ceci n'a pas changé, à la fois parce que nous devons continuer d'aider l'Ukraine, qui est aux avant-postes, parce que la menace russe est là et parce que la détermination russe est là aussi. Vous avez sur le sol européen, géographiquement, c'est le cas. À la frontière de l'Union européenne, à quelques milliers de kilomètres à peine de Paris, une puissance dotée de nucléaire qui aujourd'hui alloue 40 % de son budget à un effort militaire et qui, à marche forcée, construit des capacités dans tous les domaines du jeu, et dont rien n'indique qu'elle n'a décidé de s'arrêter à ce qu'elle s'est d'ailleurs fixée pour elle-même et de manière momentanée, comme le déclenchement de la guerre. Mais la Russie n'a jamais tenu ses engagements depuis le début.

Donc oui, nous devons faire face à ce risque qui n'est d'ailleurs pas le seul, parce qu'à côté de ça, la menace terroriste demeure, parce que nous avons d'autres formes de conflictualité qui existent, parce que la menace maritime, cyber, spatiale est là avec d'autres grandes puissances.

Le chef d'État-major des armées, demain, expliquera la nature du risque aussi, tous les efforts qui ont été faits à travers les deux lois de programmation militaire, qui est un effort inédit de la nation française, parce que nous n'avons pas attendu. Heureusement, nous avons commencé dès 2017 par une revue stratégique, puis par une première loi de programmation militaire qui a réparé, une deuxième loi de programmation militaire qui nous permet d'aller plus loin. Mais très clairement, nous devons aujourd'hui réviser notre programmation et notre stratégie, la réviser à la lumière du changement de la nature du risque. C'est pourquoi le général Burkhard, donc demain, fera ses explications. Je m'exprimerai à Brieenne comme il est de coutume chez le ministre des Armées dimanche soir, donc la veille de notre fête nationale, pour annoncer quelques décisions stratégiques d'investissement pour l'avenir.

Sur la question qui est ensuite posée de mobilisation de nos compatriotes, nous avons fait le choix, il y a maintenant près de 3 décennies, d'une armée de métier complète et de la fin de la conscription. Nous avons aussi fait le choix de la compléter par une réserve. Dans notre loi de programmation militaire en cours, cette réserve atteint des niveaux inédits, que rappellera d'ailleurs demain le général. C'est quelque chose qui vient épauler notre armée et qui permet de mobiliser des capacités et des compétences dans la société civile et de revisiter ce pacte armée-nation qui est si important. Nous devons et nous allons accélérer sur ce point.

Une autre question est celle du service national. Sur ce point, en début d'année, j'ai demandé un travail au ministre, au CEMA. Il est en train d'être finalisé. Il sera l'objet d'études complémentaires durant l'été. Et à la fin de l'été, début de l'automne, conformément au calendrier que j'ai donné en début d'année, je reviendrai vers vous pour pouvoir expliquer les décisions qui sont les nôtres et qui, évidemment, s'inscriront dans la programmation budgétaire qui sera la nôtre.